



Arrêté n° 2023-067-ST

Objet : Arrêté portant autorisation de voirie et réglementant la circulation au profit de SARL CAILLAUD Frédéric pour une occupation du domaine public en relation avec des travaux situés 79 boulevard de l'Océan

Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

Considérant la requête en date du 15 février 2023, par laquelle l'entreprise SARL CAILLAUD Frédéric demeurant 86 route de la Bernerie - 44760 Les Moutiers-en-Retz, demande une autorisation pour occupation du domaine public, liée à des travaux n'impactant pas le domaine public,

Considérant que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation de voirie

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, durant une période de 2 mois à compter du 1^{er} mars 2023, pour conduire les actions objet de la demande. Nature des travaux : Implantation d'une grue à tour pour construction d'une maison individuelle.

Article 2 : Prescriptions d'occupation

Les autorisations de voirie ne permettent pas de réaliser des travaux impactant le domaine public.

La présente autorisation de voirie concerne uniquement l'implantation d'une grue de chantier. Elle ne peut avoir pour objet de gérer les approvisionnements à partir du domaine public. Il appartiendra au bénéficiaire de faire des demandes d'arrêtés spécifiques pour les opérations de déchargement qui impliqueront une restriction de la circulation.

- 1) Les patins d'appuis de la grue seront posés sur des dalles de répartition en bois ou matériaux composite.
- 2) L'emprise de la base de la grue sur domaine public sera fermée par des barrières type HERAS. Les barrières seront solidarisiées entre elles.

- 3) Une signalisation indiquant le rétrécissement de la bande cyclable sera installée pour information des cyclistes.
- 4) un marquage réfléchissement sera installé sur les barrières pour la visualisation de jour comme de nuit de l'emprise de la rue.

Article 3 : Réglementation de la circulation

1. A compter de la mise en place de la rue et pendant toute la durée de stationnement de celle-ci, la circulation au droit du chantier se fera en rétrécissement de chaussée pour la piste cyclable.
2. Pendant toute la durée des travaux, le stationnement sera interdit au droit du chantier.

Article 4 : Sécurité et signalisation de l'occupation du domaine public

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son intervention sur domaine public. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

Article 5 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de ses actions sur le domaine public ou de l'installation de ses biens sur celui-ci.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions réglementaires définies précédemment, le bénéficiaire recevra une injonction immédiate de procéder au retrait de l'occupation du domaine public.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 8 : Ampliation

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer

La Plaine-sur-Mer, le 1^{er} mars 2023

Par délégation du Maire,
Benoît BOULLET
Adjoint au Maire

